



Communiqué du 20 février 2020

A celles et ceux qui voyaient en lui un capitaine d'industrie visionnaire, Ghosn livre sa vraie nature : 100% de cupidité coule dans ses veines !

Avec un aplomb incroyable, Carlos Ghosn saisit en référé les prud'hommes de Boulogne demain pour réclamer à RENAULT le paiement d'une indemnité de départ de 250 000 euros !

Un ex-PDG qui découvre subitement le droit du travail et la justice sociale

Personne n'a oublié l'organisation du travail pathogène qu'il a mis en place dans les usines et les ingénieries. Par une gestion autoritaire et concentrée du pouvoir, les bouleversements et la charge de travail avaient notamment causé le suicide de plusieurs salariés. Les décisions de justice en faveur des familles avaient été systématiquement contestées avec l'argent de l'entreprise.

On se souvient encore de sa gestion barbouze quand il avait accusé d'espionnage et licencié trois directeurs en 2011, avant de se rétracter.

Un premier de cordée qui a sa vision de la justice

Millionnaire bardé d'avocats, il n'hésite pas à faire une utilisation scandaleuse de la procédure de référé, sans urgence réelle, aggravant l'engorgement des tribunaux, et notamment celui des prud'hommes dédiés aux litiges du travail des salariés avec leurs employeurs.

Après avoir déjà échappé à la justice américaine au moyen d'une tractation financière, Carlos Ghosn s'est soustrait à la justice japonaise. Demain, il ne se présentera pas physiquement devant le tribunal de Boulogne.

Carlos Ghosn ou l'histoire d'un bilan pas si reluisant

21 000 emplois supprimés chez NISSAN et 10 000 postes détruits chez RENAULT SAS. Ghosn laisse aussi à l'alliance RENAULT-NISSAN l'héritage d'une surcapacité industrielle, construite dans la démesure, dans l'objectif égocentrique de décrocher le leadership mondial des constructeurs automobiles. Cette surenchère, aidée d'une course aux dividendes, a été menée au dépend des investissements R&D et des perspectives à long terme. RENAULT accuse aujourd'hui un gros retard dans l'hybridation et les véhicules du futur.

Le Conseil d'Administration de RENAULT finance ses assassins

Plus de 1,5 millions d'euros/an pour chacun des 10 plus hauts dirigeants : alors qu'il a construit un système de rémunération exclusivement au profit de sa gouvernance et au détriment de ses salariés, le CA se retrouve attaqué par Carlos Ghosn. Pourtant le Conseil d'Administration persiste avec son remplaçant Lucas Di Meo, en lui attribuant dès son arrivée une rémunération encore supérieure, alors que la direction menace en ce moment son personnel de fermetures d'usines au nom d'économies budgétaires.

SUD RENAULT sera présent demain à Boulogne pour porter la parole des salariés

Contact : 06 82 04 73 08